

Présentation de la publication de la Cotmec « Des germes d'espérance pour la vie sur la planète »

*René Longet
Expert en développement durable
Président de la Fédération genevoise de coopération*

Genève le 5 mars 2018

J'aimerais vous remercier très chaleureusement de m'avoir convié pour cet échange, mais surtout de tout ce que vous faites depuis tant d'années. Je me sens parfaitement en phase avec tout ce qui a été dit ce soir, avec ce que vous dites et faites.

Comme demandé, je réagis tout d'abord à votre publication. Je l'ai beaucoup appréciée, je la trouve excellente, alliant témoignages vécus et un échantillon bien choisi de solutions concrètes. Ce document nous fait revivre très concrètement le passage d'une économie de la pénurie à une économie du gaspillage, passage fait au cours des 30 Glorieuses, puis le moment où on commence à percevoir le risque écologique, au milieu des années 70. La réaction n'a pas été à la hauteur car notre société était trop prise dans une certaine idée du progrès, et plusieurs décennies précieuses ont été perdues. Je pense au magnifique livre d'André Biéler « Le développement fou », de 1973... Tout était dit. Ça interpelle, de voir l'excessive lenteur du changement de cap !

Mais... ne tombons pas dans l'erreur du jugement anachronique. Si tant de personnes ont été séduites par la dynamique de l'époque, c'est aussi sur un fond de vraie pauvreté. J'ai consulté des statistiques agricoles françaises. En France, en 1962, voici 55 ans, le temps de notre jeunesse... ou de notre jeune âge... seulement un logement sur 20 en commune rurale avait un chauffage central, un sur 5 avait des WC à l'intérieur, pour tous les autres c'était un cabanon au fond du jardin, un sur 7 une baignoire ou une douche, un sur 2 était raccordé au réseau d'eau potable.

20 ans plus tard, en 1982, encore 30% des bâtiments habités en zone rurale dataient d'avant 1870, avec murs humides, fenêtres minuscules et sols en terre battue. En 1968, un agriculteur sur 10 avait le téléphone, c'était avant le portable... La plupart de ces exploitations ont dans l'intervalle disparu dans le cadre de la rationalisation et du nivellement agricoles. On aurait pu faire le choix de les moderniser, non, on les a supprimées. Pour moi, un vrai progrès serait de prendre le meilleur du passé et le meilleur du présent pour forger l'avenir !

Dans la brochure, deux témoignages m'ont particulièrement frappé. Celui d'Yves Brun, qui relate ces champs qui reculent devant l'urbanisation, cela me parle car j'ai grandi dans le même coin, avec des voisins qui avaient encore construit de leurs mains leurs modestes maisons de briques, qui avaient des moutons, faisaient du jus de pomme avec leurs fruits, et on ne parlait pas de jardinage urbain car tout le monde avait un jardin pour se nourrir. On vivait encore un peu sur la terre, par la terre, avec la terre. Puis en page 22 : « Réparer un appareil, un vêtement au lieu de s'en débarrasser c'est respecter le travail de celui, de celle qui l'a conçu ou l'a fabriqué ». C'est toujours très choquant de voir que l'intelligence humaine a été employée à produire un objet inutile, irréparable...

Venons-en maintenant aux trois questions que vous m'avez posées:

- **La sobriété, la décroissance...comment cela peut-il passer en politique ?**
- **On se sent coincé dans un système imposé. Comment en sortir ?**
- **Le système organisationnel dominant est basé sur la croissance. Comment peut-on passer d'une société de croissance à une société qui ménage la planète ?**

Pour y répondre, nous évoquerons dans l'ordre 4 points :

1. **Dans quel genre de société sommes-nous ?**
2. **Quels axes de rééquilibrage proposer ?**
3. **Quels sont les obstacles en termes de réceptivité du public en temps de crise ?**
4. **Comment éviter les biais quand nous nous exprimons pour défendre notre vision ?**

Je ne pense bien sûr pas seulement à la Cotmec, mais au vaste mouvement dont vous, dont nous faisons partie, qui vise à trouver un équilibre viable et vivable sur cette Terre.

Premier point : Dans quel genre de société sommes-nous ?

Le modèle est bien celui d'une société de consommation inégalitaire : le progrès est mesuré en termes d'acquisitions matérielles et d'objets signifiants (mécanisme déjà identifié aux Etats-Unis au début du 20^e siècle par des sociologues comme Thorsten Veblen), mais pour les mal lotis la distance avec le «peloton de tête» ne change guère, il est toujours devant et inaccessible, même si la pauvreté absolue diminue (dans le monde d'un facteur 4 en 50 ans, l'analphabétisme d'un facteur 3 en 40 ans).

Le progrès est défini comme une adaptation continue à de nouvelles fonctionnalités techniques décidées on ne sait où (en fait on le sait très bien, mais nous n'avons rien demandé et on ne nous a rien demandé), et une accumulation matérielle censée nous libérer. Une croissance de plus en plus destructrice sert de substitut à une redistribution économique et sociale ; il est évidemment bien plus facile d'agrandir le gâteau, peu importe sa nature et son contenu, que de le partager.

Plus globalement, nous ne respectons plus la Création et ne parvenons pas à maîtriser nos créatures. Et nous sommes la première civilisation dans l'histoire de l'humanité qui propose comme objectif collectif l'enrichissement matériel individuel... C'est aussi ce vide qui conduit certains à rechercher le salut dans les fausses certitudes de l'intégrisme. Le concept économique dominant est fondé sur l'idée fausse que l'addition des intérêts individuels génère naturellement l'intérêt général, niant toute image globale, tout projet collectif, toute coopération et solidarité. Il est aussi fondé sur l'hypothèse que les capacités de la nature à nous fournir en ressources et à digérer nos déchets ne sont pas de son ressort.

Nous avons ainsi passé en peu de temps d'un capitalisme de la pénurie à un capitalisme de l'obsolescence, qui utilise et jette de la même manière hommes et nature; au mieux on les recycle tous les deux. Durant les 30 Glorieuses, on a cru au modèle, on semblait avoir trouvé la baguette magique de la réduction de la pauvreté.

Mais, depuis une trentaine d'années, la machine s'est grippée ; le capital financier s'est de plus en plus détaché de l'économie réelle, tourne en boucle, maximise les rendements spéculatifs en-dehors de toute utilité, et le système produit des exclusions à la chaîne. Plus on croit devoir le libéraliser, moins on le ramène sur le chemin de la mesure et de l'utilité ; plus on libéralise sans garde-fous éthiques, sociaux et environnementaux, plus on oppose les gens les uns aux autres.

Face à cela, le bien commun doit être inscrit dans les normes et les lois. Ce qui signifie être capable collectivement de cadrer les pouvoirs économiques qui dérapent, être capable de donner une place digne dans la société à tous les humains. Mais les bien situés se défendent et les moins bien situés les envient. Et les décideurs ont 1) peu d'imagination et de volonté de sortir de la pensée linéaire de l'accumulation matérielle personnelle et de l'accroissement du gâteau, et 2) peu de courage pour définir et imposer l'intérêt général face aux lobbies du court terme et de la prédation.

Un mouvement social diversifié travaille dans le monde à un projet de société différent. Mais il peine à expliquer de quoi serait fait ce projet, très pratiquement. Si l'on veut que des cercles plus larges que les nôtres y adhèrent il faut pouvoir dire très explicitement comment passer d'aujourd'hui à demain. Seule une perspective concrète peut mobiliser.

Deuxième point. Quels axes de rééquilibrage proposer ?

L'enjeu est clairement de soumettre l'économique à l'écologique et au social, et de faire que cela fonctionne économiquement néanmoins. La transition sera économique ou ne sera pas. Emmanuel Mounier fustigeait un système économique qui *«a soumis la vie spirituelle à la consommation, la consommation à la production, et la production au profit, alors que la hiérarchie naturelle est la hiérarchie inverse»*.

L'objectif est de réduire d'un facteur 3 l'empreinte écologique et d'augmenter l'empreinte sociale, à travers les «capacités» ouvertes aux humains (selon l'expression du Prix Nobel d'économie du Bangla Desh, Amartya Sen). Il s'agit de rapatrier les flux financiers dans le giron de l'utilité écologique et sociale, exprimée à travers des projets entrepreneuriaux citoyens de durabilité, et de concevoir la société comme une interaction de droits et de devoirs, assignant une utilité à tout être humain.

L'objectif est de cadrer la mondialisation par des exigences écologiques et sociales, telles qu'elles résultent par exemple des conventions de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies, de l'Accord de Paris sur le climat, des 169 ODD (Objectifs de Développement Durable), sachant que le DD reste un combat.

Quelques axes forts de cette réorientation :

- Promouvoir une relocalisation solidaire, pas par des murs mais par des circuits courts et la valorisation des spécificités locales, assurer l'emploi local.
- Gagner la plus-value économique à travers l'entretien et non l'obsolescence.
- Aménager des espaces pour les espèces, favorisant la biodiversité nécessaire à tous.
- Mener des actions d'autonomisation économique, écologique et sociale avec des partenaires locaux dans les pays du Sud, car nous sommes tous sur la même Planète.
- Retrouver le lien avec une production agricole de proximité, promouvoir l'agroécologie comme seule possibilité de nourrir la planète.
- Assainir énergétiquement le parc immobilier et soutenir par là les PME.
- Améliorer la qualité de la vie par une mobilité réorganisée.
- Donner la préférence aux biens et services de bonne qualité écologique et sociale, sachant que le producteur prend beaucoup de risques mais le consommateur pratiquement aucun.
- Orienter la technologie vers l'utilité écologique et sociale.
- Soutenir le développement du commerce équitable qui malgré une belle dynamique, alors qu'il préfigure ce que devrait être toute l'économie, ne représente encore que 0,5% des flux de marchandises mondiaux.

Comment faire ? Comme consommateurs, devenir consomm'acteurs ; notre potentiel de changement, là, ne dépend que de nous, pas besoin de convaincre autrui, de faire des campagnes, de gagner des majorités. Et il ne faut surtout pas sous-estimer ce potentiel de changement, chaque achat compte ! Comme citoyens, car il faut agir sur les conditions cadre. Les prix n'intègrent pas les externalités écologiques et sociales, on peut faire beaucoup d'argent en détruisant de la valeur écologique, humaine, culturelle et sociale. Il faut se battre pour le juste prix, actuellement c'est terriblement faussé. Pour des raisons sociales et écologiques, certains prix vont devoir clairement augmenter : les produits agricoles, le carbone sont gravement sous-payés.

Cela va permettre de créer massivement des emplois, dans l'assainissement énergétique, les énergies renouvelables, l'agro-écologie, la réparabilité et la réparation, la durée de vie, l'économie circulaire. Ces emplois ne sont pas délocalisables. La nourriture et l'énergie vont être plus chères. Mais on mangera moins de viande, le plus gros facteur de coût, et on aura nettement moins besoin d'énergie.

Maintenant avoir raison tout seul, porter témoignage d'avoir été un juste dans un monde d'aveugles, de sourds, de brutes n'est pas ce qui nous intéresse. Personne ne se sauvera tout seul, et nous avons un devoir d'efficacité (ou de fécondité pour parler comme Maxime Egger). Le temps nous est compté. Quand on sait ce qu'on sait, qu'on pense ce qu'on pense, il faut le partager. Et viser le grand public,

c'est lui qui fait la différence. Dans la plupart des actions de transition, actuellement, on plafonne à quelque 10% de parts de marché comme c'est le cas du bio, par exemple... Il faut briser ce plafond de verre, c'est cela le verrou à faire sauter. Mais comment ?

Troisième point. Quels sont les obstacles en termes de réceptivité du public en temps de crise ?

Nous savons bien que le changement ne se fera pas à travers une explication intellectuelle d'une situation, que le destinataire du message va 1) devoir comprendre, 2) assimiler et 3) intégrer dans ses références. De même nous savons aussi que notre propre idéalisme n'est pas celui de tous. Le 20^{ème} siècle, et ça continue sous nos yeux, a démontré que l'être humain est réellement capable du meilleur et du pire, et qu'il est illusoire de se référer, parce que soi-même l'on est idéaliste, à une vision idéalisée de l'être humain.

Et cette réalité humaine déjà difficile se complique encore à travers l'accélération des déséquilibres à tous niveaux, l'empilement des crises (du sens, des finances, de l'emploi, écologiques, etc.), les inégalités croissantes, le retour de la pauvreté dans les pays industrialisés, les sociétés fracturées, l'abandon des banlieues et des campagnes au profit des *beautiful people* des villes globalisées, l'angoisse et le désarroi qui en résultent ...

Il en résulte qu'un grand nombre des perdants de la mondialisation se replie sur les frontières nationales, sur des identités qui leur semblent protectrices, élisent des dirigeants nationalistes, chauvinistes, autoritaires, qui poussent les catégories, les peuples les uns contre les autres, qui ne font rien pour réduire les inégalités, mais tout pour démanteler les possibilités de réguler une mondialisation sans foi ni loi, raison de ces phénomènes. Donc qui ne font que les aggraver.

Le président Trump a eu du succès avec ce public, en défendant la grandeur du charbon, en libérant l'agressivité, la rancune, les excès verbaux et en encourageant raccourcis, caricatures et réactions négatives, en mobilisant le mal en nous - alors même qu'aux Etats-Unis le charbon représente deux fois moins d'emplois que le solaire, et qu'il est quoi qu'il en soit condamné, ne serait-ce que par la promotion faite par le même du gaz de schiste.

Il y a un côté tribal en l'humain, surtout quand il se sent menacé, déstabilisé, qui peut conduire à la haine de ce qui est perçu comme différent, inconnu. Les humains ne sont pas d'abord logiques, ils sont d'abord émotionnels. Mais c'est là aussi une chance de pouvoir les toucher. Une même personne pourra être horriblement raciste, mais s'attacher à l'étranger concret qu'il croise sur son chemin.

Face à ce contexte émotionnellement pollué, comment communiquer, comment gagner les gens ? L'être humain a beaucoup de peine à se projeter sur l'avenir, sur le monde, sur l'humanité, si lui-même n'a pas de perspective pour son lendemain immédiat ; a beaucoup de peine à respecter des règles si lui-même ne se sent pas respecté ou à suivre des préconisations, par exemple de durabilité, que ceux qui les énoncent ne respecteraient pas. On ne peut pas condamner les vols bon marché pour les classes populaires et prendre ensuite sans gêne l'aviation de ligne, socialement c'est indéfendable.

La capacité d'abstraction est peu répandue, et il faut absolument partir des gens, de leur ressenti tout critiquable soit-il. Ne jamais parler en termes vagues de la transition énergétique, écologique et économique, mais en termes de perspectives économiques et d'emplois, à travers des réalisations concrètes, finançables, qui fonctionnent, généralisables, identifiables. Bref, pour propager un désir de transition il faut parler de l'humain à l'humain, avec des images et des symboles qui se gravent dans les coeurs, donner envie. Partager des idées n'est pas encore partager une réalité vécue.

Quatrième point. Comment éviter les biais quand nous nous exprimons pour défendre notre vision ?

Il faut éviter d'être piégé ou de se piéger par des mots à géométrie variable, à plusieurs sens. On les appelle les mots-valises. Car si on n'est pas clair sur ces points, on ne pourra pas convaincre, les sous-

ou malentendus pollueront le débat sur les changements nécessaires. Divisions, illusions, désillusions sont les risques encourus, à éviter à tout prix si on veut fédérer plus largement. Quelques exemples de clarifications nécessaires :

- **Pour ou contre le capitalisme ?** Comment le définit-on ? Faut-il le moraliser ou le supprimer, et si oui par quoi le remplacer? Il faut pouvoir répondre à cela si on choisit une posture anti-capitaliste.
- **Pour ou contre le marché :** même le commerce équitable ou l'ESS (Economie Sociale et Solidaire) travaillent sur la convergence entre un producteur et un consommateur or, dans le discours alternatif, il y a souvent confusion entre économie de marché et capitalisme. Peut-on vraiment rejeter la notion de marché ?
- **Pour ou contre la croissance, mais de quoi ?** Nous devons globalement nous inscrire dans le facteur 3, mais pour cela certaines choses doivent croître, d'autres décroître ; le mot décroissance n'est que la symétrique de la notion de croissance, entaché des mêmes biais.
- **Pour ou contre le Pouvoir ?** S'il n'est pas formalisé, cadré, responsabilisé, c'est la loi du plus fort, ou de mêmes droits accordés indépendamment de l'implication de chacun ; ce flou a été fatal à pas mal de mouvements sociaux qui oublient, à l'image de leurs adversaires, que la liberté va avec la responsabilité. La règle libère, l'absence de règles opprime...
- **Pour ou contre la propriété ?** Proudhon a dit que la propriété est le vol, vraiment ? N'a-t-on pas droit à quelque chose en propre ? La responsabiliser ou la supprimer ? Qui a droit de faire quoi de la terre, des objets, de ce qui est à lui ?
- **Que comprend-on par égalité :** de droits et de chances, ou de résultats ?
- **Et qu'apportent les communs** (bien environnemental ou patrimonial géré collectivement par une communauté) souvent présentés comme une planche de salut? Tout dépend de comment ils sont gérés, quels sont les droits et les compétences des ayants droit ; ne pas confondre titularité de la propriété et bon exercice de celle-ci.
- **Le Sud ?** Beaucoup de pauvres avec de plus en plus de riches, Le Nord, beaucoup de riches avec de plus en plus de pauvres ... le monde se globalise vraiment...
- **L'Etat-nation ?** Apparue un moment dans l'histoire, voici quelques siècles seulement. Evolue. Sert surtout à niveler : « tous pareils ». L'internationalisme ? L'être humain est semblable et différent à la fois... d'une façon qui n'est jamais vraiment figée, un peu comme dans un kaléidoscope. Mais même ceux qui ont des allégeances multiples, et nous sommes nombreux dans ce cas, sont fiers de leur identité interconnectée et évolutive. Si nous nous comprenons comme ayant une identité multiple, interconnectée et évolutive, alors nous pouvons accepter une identité multiple, interconnectée et évolutive collective. Mais il n'empêche que nous avons envie d'un lieu où nous nous sentons «chez nous».
- **La richesse** enfin, matérielle, morale, spirituelle, humaine, quelle est la bonne mixture ? Quand peut-on, doit-on dire «assez» ? On a vu avec les débats sur les revenus minimum et maximum qu'il est plus facile de fixer un droit à un revenu minimum qu'une interdiction d'un revenu maximum... Or cette question est tout aussi significative, voire plus. Car c'est bien elle qui pose la question de la justice et de la limite.

Finalement, ce sont l'alliance entre les valeurs et le concret, les visions générales et les actes de consomm'action qui orientent la production et la consommation vers la durabilité, l'action citoyenne et de consomm'acteur, qui nous feront avancer. En se réjouissant de chaque petit pas pourvu qu'il aille dans la bonne direction.